

PRIX DE L'ABONNEMENT.

La Haye. Provinces.	
Sur un an . . . 26 fl.	30 fl.
» six mois . . . 14 »	16 »
» trois mois . . . 7 »	8 »

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes à 1.50 timbre compris et 10 cts. par ligne en sus.

JOURNAL DE LA HAYE.

BUREAU DE LA REDACTION

à La Haye, Spui, n° 75. BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES ANNONCES, Chez M. van Weelden, Libraire, Spui et chez les Messieurs Boorman, le braves, Lang's Posten, à La Haye. Les lettres et paquets doivent être envoyés à la direction franc de port.

LA HAYE, 2 Avril.

La situation financière de Paris continue à être inquiétante. On a fait circuler à la bourse de Paris d'avant-hier des bruits qui étaient faits pour augmenter la défiance déjà bien grande des capitalistes.

Le comité central républicain de Paris vient de publier dans le National la liste des trente-quatre candidats qu'il recommande aux électeurs du département de la Seine, pour les élections générales du 23 avril. Ce comité marche d'accord avec le gouvernement.

Nous voyons figurer, à côté des membres du gouvernement provisoire qui sont au nombre de onze, un ouvrier ébéniste, un ouvrier cordonnier, un ouvrier bijoutier, puis deux rédacteurs de l'Atelier, à savoir l'un ouvrier sculpteur, l'autre ouvrier compositeur. Nous remarquons encore sur cette liste : Lamiéris, Béranger, Philippe Lobas de l'Institut, d'Alton Shée, David d'Angers, le statuaire. Parmi ceux qui ont réuni le plus de suffrages après les 34 candidats désignés se trouve en première ligne M. Cormenin.

On ne doit pas oublier que le club républicain pour la liberté des élections (un club de conservateurs), avait offert de réserver huit à dix nominations aux ouvriers.

Les départements en général se maintiennent dans une attitude fort embarrassante pour le gouvernement. A Rouen, on ne connaît les classes ouvrières qu'avec peine; et cependant, c'est sur cette partie de la population que le commissaire de la république s'appuie. A Lyon, il y a eu aussi une démonstration en faveur de M. Em. Arago, le commissaire dont on a déjà tant parlé. Mais par qui a-t-elle été faite? Quel est le langage de ceux qui la dirigent? Huit à dix mille ouvriers, dans une ville qui en contient 100,000, ont défilé processionnellement sur la place Bellecour de Lyon; puis ils ont laissé une adresse dans laquelle ils se déclarent opposés à la Montagne. Le gouvernement ne doit pas être trop fier de pareilles manifestations.

A Paris, les presses de M. de Girardin ont été menacées pendant un moment. Son opposition ardente commence à inquiéter. Il a écarté le danger par son sang-froid. Tout s'est terminé paisiblement. Mais où donc est dans l'application la devise de la république: Liberté, Fraternité?

Les relations de la France avec l'Autriche et la Sardaigne, semblent devoir s'aggraver encore, comme le bruit continue à circuler, l'Angleterre a déclaré qu'elle opposerait à tout changement de territoire en Italie comme ailleurs.

Les Etats du Sud de l'Allemagne repoussent vivement la proposition d'envoyer de Prusse un duc à la tête de la lédération nationale de tous les Etats allemands.

Des manifestations contraires à cette pensée ont eu lieu à Munich, et le gouvernement autrichien a protesté à son tour dans un manifeste adressé au roi de Prusse dans lequel l'énergie est mise en avant par la violence. C'est un actif ferment de discord entre les deux plus puissants Etats de l'Allemagne. Quant à ce qui concerne la question Schleswig-holsteinoise et la question polonoise, dans lesquelles la Russie se trouve si fortement intéressée, et l'on comprendra que l'on puisse commencer à concevoir quelques appréhensions pour le maintien de la paix. Il ne faudrait pas trop se hâter, toutefois, de croire à une conflagration générale. Nous renvoyons nos lecteurs aux détails que nous publions plus loin.

Si l'on croit les lettres d'Espagne arrivées avant-hier, le soulèvement aurait eu lieu à Madrid le 25 dans la soirée. La population et les troupes en seraient venues aux mains. On n'a pas d'autres détails sur cet événement, dont la nouvelle pourrait bien être erronée. Ce qu'il y a de positif, c'est que dans la matinée du 26, nombreuses arrestations avaient été faites, et on avait découvert un club républicain qui, dit-on, était en correspondance avec Paris.

Une dépêche télégraphique de Berlin, en date du 29, annonce que M. le comte d'Armin a demandé et obtenu la démission de ses fonctions de président du cabinet formé à la suite des événements du 18 mars, et que MM. Camphausen (de Cologne) et Hansemann (d'Aix-la-Chapelle) sont entrés en administration.

(Correspondance particulière du Journal de La Haye.)

Bruxelles, 31 mars.

Nous avons eu d'étranges aventures ici, depuis que je vous ai adressé ma dernière.

Nous avons été menacés d'une véritable invasion de barbares. Le peuple de Paris s'imaginant apparemment que les Belges étaient dans le danger d'être défaits, les premiers venus étaient chargés de leur rapporter, s'est porté contre nos frontières.

Il n'est pas vrai que ce sont les ouvriers belges qui ont rêvé cette facile conquête. La plupart de ceux qui sont arrivés ici se plaignent d'avoir été menacés, insultés, forcés de quitter leurs travaux et de se réunir aux perturbateurs qui voulaient nous apporter l'anarchie sous le manteau de la république. On croyait la chose facile et on s'est présenté en foule à la frontière dans l'espoir que des hommes de désordre de l'intérieur viendraient tendre la main aux anarchistes d'outre-mer.

Mais l'autorité publique veillait; mais nos troupes, dont l'esprit est admirable de patriotisme, étaient prêtes à recevoir ces bandes composées de toutes sortes de propagandistes nomades de bas étage; mais nos populations ouvrières, quoique travaillées par les fomenteurs de troubles intérieurs, offraient leur concours à la force armée, et il n'en fallait pas tant pour avoir raison de cette armée libérale.

On a vu quelques instants que le gouvernement provisoire n'était point étranger à cette honorable levée de boucliers; mais je crois pouvoir dire, avec bonheur, qu'il n'en aurait point été ainsi.

Le gouvernement provisoire seulement n'est pas assez fort en ce moment pour briser toute cette lie, qui surnage à la population honnête de Paris et qui, pénétrée de tous les mauvais sentiments, est bien vite reconnue et repoussée des ouvriers honnêtes et qui cherchent avec haine la solution de problèmes malheureusement insolubles en ce moment. Delà ces bandes qui se ruent sur les frontières.

Mais, au-dessous du gouvernement français, il y a des meneurs qui ne veulent que bouleversement et conquêtes pour être, et qui se trouvent toujours prêts à se jeter sur tout ce qui entoure la France. Prétendant de la liberté, leur ignorance réelle ou feinte les fait déborder vers les lieux où la liberté est déjà parfaitement à son aise. C'est ainsi qu'ils expliquent la tentative de ces menaces vers la Belgique. Les affiliés leur ont sans doute fait accroire que la curée sera facile, et ils se sont préparés avec assez d'entente, car il est vrai que ces bandes sont armées de fusils que de pistolets; qu'elles ont leur organisation, leurs chefs, leurs drapeaux, leurs proclamations, tout cela n'est pas né du hasard, et au lieu de dire que si le gouvernement provisoire n'est pas l'instigateur de ces menées, il en est le complice par indifférence ou par défaut de volonté.

Ce qui est plus blâmable, c'est qu'il autorise ouvertement des clubs composés de Belges de s'organiser à Paris, de faire afficher dans les rues qu'ils demandent des hommes pour aller délivrer la Belgique. Ce sont là des actes d'hostilité flagrante contre le droit international. Cela ne serait pas pardonnable dans des circonstances ordinaires, mais encore une fois, il y a probablement impossibilité pour le gouvernement provisoire de résister à ces tentatives qui lui sont imposées et que les ouvriers de Paris protègent faute de connaître la situation réelle des choses, et convaincus que la Belgique gémit sous le joug de quelque tyran royal qui l'opprime.

Ce qui est plus cruel pour nous, c'est de voir des enfants du pays concourir à faire vivre plus longtemps cette erreur. Les journaux français, en général, ne nous connaissent guère jusqu'ici; ils ne se sont jamais occupés de la Belgique que pour lui faire des reproches et souvent des menaces, et le germe de cette ignorance porte aujourd'hui ses fruits.

Qui voulez-vous qui éclaire les ouvriers de Paris, quand, d'une part, ils nous jugent par les jugements injustes de la presse française d'avant la nouvelle Révolution, quand, d'autre part, ils voient des Belges crier contre leur pays et demander à ceux qui les entourent des secours pour l'affranchir. Les souvenirs et les efforts actuels concourent donc pour fausser l'esprit des populations de Paris, et le naturel belliqueux et libéral aidant, ils viennent frapper à nos portes, sans savoir qu'ils nous portent l'inquiétude au lieu de la liberté que nous avons autant qu'un peuple peut la posséder. Quels que soient, d'ailleurs, les mobiles et les causes de cette inqualifiable levée de boucliers, nous en aurons raison.

Le gouvernement provisoire a non seulement protesté contre toute tentative de ce genre, mais il a même fait passer par les tribunaux M. de Lamartine, qui vient de donner tort tous les jours à ces prétendues qui veulent instaurer en Belgique une république violente, dont nous ne voulons en aucune manière.

Les efforts de notre gouvernement ont d'ailleurs eu un plein succès. Je n'ai pas besoin de vous dire que force restera à la loi et à l'ordre public. Quelques tentatives violentes ont été repoussées par la force dans la journée d'hier, et on a fait, considérablement de prisonniers. Il est désirable que cette victoire, si facile et si mince qu'elle est, ouvre les yeux aux meneurs de Paris, et qu'ils cessent d'essayer. Quant aux Belges qui sont là bas, ils ne méritent pas l'honneur de continuer à porter ce nom. Ce sont des ailes de pigeon de l'ancien régime appliquées à la situation nouvelle. Les noms des Fossés, des Blarvoix, des Graux, des Bartels, sont trop bien gravés dans les annales de nos archives criminelles et correctionnelles, pour que, même victorieux, le plus profond public ne fasse pas immédiatement justice de ces êtres méprisables sous les rapports.

D'ailleurs, en ce moment, la confiance renaît ici. Pas un ouvrier de bonne volonté ne manque d'ouvrage dans nos grandes villes, et dans nos campagnes l'agriculture demande des bras à son tour. Nos grands établissements industriels ont du travail pour quelque temps, et des commandes arrivent à d'autres. La fabrication d'armes prend des proportions énormes à Liège. En un mot, la Providence nous aide, et nous sommes parfaitement disposés à nous aider nous-mêmes.

A l'instant, nous recevons des nouvelles de Gand. Tout le peuple était dans l'attente des résultats de l'équipée de la frontière. Un enthousiasme extraordinaire a éclaté lorsqu'on a appris que les hordes avaient été repoussées. Un bataillon arrivé par le convoi ayant été pris pour un de ceux qui revenaient du lieu du combat, a été accueilli avec exaltation par la population. On a vu cependant que ce bataillon n'avait pas pris part au combat, mais l'enthousiasme n'en a pas moins continué aux cris de Vive le Roi! Vive la Belgique!

Bruxelles, 31 mars.

Les derniers renseignements qui nous parviennent sur les événements de Mouscron, nous apprennent que le chef de la légion expéditionnaire, fait prisonnier par nos troupes, est un individu nommé Carreel, dont jusqu'à présent on ne connaît pas l'origine.

Parmi les blessés de notre côté, en cite un capitaine du 5^e de ligne nommé Desmet. Du reste, l'importance des pertes essayées par les assaillants n'est pas encore connue.

(Feuilles belges.)

On nous mande de Mouscron, le 29 mars: Le général Fleury-Duray ayant reçu avis ce matin, vers sept heures, que la bande se dirigeait de Neuville (France) sur Courtrai par la chaussée dite Dronckaert, lui a coupé le passage, à Risquons-Tout, avec une partie de l'infanterie et de la cavalerie et deux pièces de canon de la colonne mobile, sous les ordres du major Brincourt, du 5^e régiment de ligne.

Le général est arrivé à point nommé; l'action s'est engagée immédiatement, deux coups de canon à mitraille ont fait un ravage considérable. On parle de 2 à 300 morts ou blessés.

Les insurgés étaient extrêmement nombreux. On a remarqué que la plupart d'entr'eux sont des étrangers. Nos soldats, quoique bien inférieurs en nombre, les ont attaqués avec un courage et un sang-froid admirables; ils ont chargé les matras à la baïonnette, et leur ont enlevé leurs drapeaux.

Le combat a duré jusqu'à onze heures; le feu cessa au départ du convoi.

Les troupes engagées étaient deux compagnies du 5^e de ligne, 25 chasseurs à cheval du 2^e régiment, 2 pièces d'artillerie du 3^e régiment, sous les ordres du capitaine Klezkowski.

(Idem.)

On écrit de Quiévrain, en date d'hier:

Les débris de la légion prétendue belge, qui a eu hier un engagement avec nos troupes, sont partis immédiatement par Paris, où un convoi de vingt-six waggons les a transportés.

A l'arrivée de la bande à Arras, Fossés a voulu descendre du convoi pour se restaurer, mais ses hommes l'ont empêché, en déclarant qu'ils le garderaient à vue et qu'ils voulaient le faire fusiller, parce qu'il les avait conduits à la mort, sans s'exposer; et s'était tenu constamment loin du danger.

Toute notre population continue à être en armes, très-disposée à prêter main-forte à nos troupes, si l'en était besoin.

(Idem.)

Voici comment le Times envisage l'argence de mettre les forces de terre et de mer de l'Angleterre sur un pied plus imposant:

La prudence veut que nous nous préparions à faire face aux dangers qui peuvent surgir dans le présent état de choses en Europe et notamment en France. Il ne s'agit pas de savoir si la guerre est probable, mais si nous sommes en mesure d'y faire face et d'assurer la sécurité du pays contre toutes les éventualités. Comme le danger peut devenir plus pressant, il faut que les mesures de précaution soient également augmentées, non parce que nos voisins manifestent des intentions hostiles, mais parce que leurs dispositions peuvent changer avec les circonstances. A l'heure qu'il est, tout se trouve dans un état de transition, sans la certitude d'amélioration. On ne saurait plus prévoir, ni répondre de ce qui arrivera le lendemain. Les onze citoyens qui siègent à l'Hôtel-de-Ville de Paris ont à peu près l'unique garantie que nous possédions pour le maintien de la paix avec la France; mais M. de Lamartine est l'homme dont le ministère doit à peu près nous répondre du reste. Dans le cas où quelque chose arriverait à M. de Lamartine, qui pourrait nous répondre des autres? Ne pourrait-il pas arriver que son opinion ne fût point partagée par ses collègues dans maintes importantes questions? L'Assemblée constituante est à la veille de se réunir, nous comment 900 hommes inoffensifs pourront-ils nous assurer une action indépendante sur un budget de 200,000,000 de francs? En effet, qui pourra produire le contre-pouvoir nécessaire qui présidera aux affaires de la France pendant six mois? Dans le présent état de dissolution générale des empires, comment prévoir si l'Autriche et la Prusse pourront maintenir leur autorité dans maintes provinces déjà révolutionnées ou qui pourraient l'être encore? Qui nous garantira que les provinces rhénanes ne se détacheront pas de la Prusse et que la Lombardie restera attachée à l'Autriche? Si ces provinces veulent se rendre indépendantes par la force des armes, pourront-elles effectuer leur séparation sans quelque assistance étrangère, et ne devons-nous pas être préparés aux éventualités qui pourraient en naître?

On lit dans l'Express de Londres:

La nouvelle de l'entrée des troupes sardes en Lombardie et la proclamation du roi de Sardaigne annonçant la marche de son armée contre les Autrichiens, ont produit une grande sensation dans la cité. La guerre a donc commencé en Europe et personne ne peut dire quand et comment elle se terminera. On croit généralement ici, que la Sardaigne n'a pas pris cette détermination décisive sans s'être concertée au préalable avec le gouvernement français, si même elle n'a pas agi à l'instigation de ce gouvernement.

Nouvelles du grand-duc de Luxembourg.

Un numéro extraordinaire du Memorial législatif et administratif du Grand-Duché, nous apporte la proclamation suivante:

- « Luxembourgais! et vous, citoyens de la Belgique, nous venons encore vous apporter des paroles de confiance et de confiance, des preuves de l'affection de notre souverain.
- » S. M. le roi grand-duc a décrété, par arrêté du 27 du courant, que:
 - » les réunions de l'Assemblée de la révision de la constitution seraient publiques;
 - » que, dans le nouveau pacte constitutionnel seraient consacrés les principes fondamentaux
 - » de la responsabilité des membres du gouvernement;
 - » de la révision du système électoral pour la représentation nationale et pour les communes;
 - » de l'assentiment de la représentation à toute loi;
 - » de l'augmentation du nombre de députés dans la proportion de un sur 4,000 habitants;
 - » de la publicité des séances.
- » Sa Majesté a encore décidé que les adresses que lui font parvenir en ce moment les communes, seraient soumises à la première législature.
- » Luxembourgais! vous le voyez, vos premiers vœux sont dès maintenant accomplis; et, n'en doutez pas, tout ce qui pourra contribuer à consacrer vos libertés, à compléter vos institutions politiques, à garantir votre bien-être matériel, vous sera assuré.
- » L'Assemblée nombreuse qui se réunira aussitôt que les élections seront terminées, pour débiter et arrêter définitivement la constitution du pays, saura sauvegarder les intérêts et les droits de toutes les classes de nos concitoyens; choisissez pour cette mission des hommes intelligents, indépendants et qui aient toute votre confiance.
- » Vous atteindrez ainsi, par les voies légales, et sans livrer notre cher

